

Intervention prononcée par le Secrétaire Général de l'UD Force Ouvrière 33 ce mardi 23 mars 2010, devant la Préfecture.

Chers Camarades,

L'Union Départementale FORCE OUVRIERE de la Gironde a pris l'initiative de ce rassemblement devant la Préfecture

Pour la défense de notre système de retraite par répartition

Pour la défense de notre système solidaire

Et pour affirmer notre opposition résolue

A l'allongement de la durée de cotisations !

Au recul de l'âge de départ à la retraite !

A la fusion des régimes du privé et du public !

Une délégation vient d'être reçue par une représentante du préfet. Cette délégation a précisé nos revendications et a affirmé au représentant de l'état la détermination de FO à les défendre.

Nous sommes là aujourd'hui pour affirmer notre attachement indéfectible à un acquis social fondamental. Pour FO le dossier des retraites est prioritaire. Le droit à la retraite est un des progrès majeurs arrachés par la classe ouvrière.

Déjà la réforme Balladur d'août 1993 puis la réforme Fillon de 2003 et Bertrand de 2007 et 2008 ont malmené gravement le droit à la retraite à taux plein à 60 ans.

Les conséquences de ces contre réformes ont produit leurs effets dévastateurs et ont déjà profondément altéré le niveau des retraites tant dans le privé que le public

700 000 personnes vivent avec le minimum vieillesse c'est-à-dire 677 euro par mois.

Près d'un retraité sur 10 soit 1.2 million vit avec des revenus inférieurs au seuil de pauvreté.

D'ores et déjà de plus en plus de salariés sont contraints de travailler plus longtemps pour bénéficier d'une retraite à taux plein.

Alors avec notre confédération nous disons :

On ne peut plus reculer ! Il ne faut plus reculer ! Assez de régression !

Et pourtant Le gouvernement va engager une nouvelle contre réforme dans les semaines qui viennent.

Même si les pouvoirs publics n'ont pas encore dévoilé le détail des mesures envisagées, nul doute qu'il s'agira d'une profonde remise en cause.

Le gouvernement se prépare à imposer aux salariés de travailler plus longtemps pour leur faire payer la facture de la crise.

Après avoir distribué sans compter des centaines de milliards d'euro aux capitalistes il faudrait se soumettre et accepter sans rechigner de se faire dépouiller.

Pas plus dans le domaine des retraites que dans d'autres, les salariés n'ont pas à payer la facture d'un banquet qu'ils n'ont pas mangé.

FO refuse par avance toute nouvelle contre réforme quelque soit son nom qui aggraverait les conditions de départ en retraite des salariés ouvrant la voie aux retraites par capitalisation,

FO affirme que les moyens financiers existent pour garantir et améliorer nos régimes de retraite à condition de changer de modèle et de procéder à une meilleure répartition des richesses en faveur du travail.

Il n'y a pas d'autre déficit que celui créé artificiellement par une politique massive d'exonération de cotisation qui pille notre salaire différé pour le plus grand profit des entreprises et de leurs actionnaires.

La question des retraites est une question de financement.

Le « soit disant » déficit du régime général de la sécurité sociale s'élève à 10.2 Milliards pour 2008.

Pour la même année le montant des exonérations de cotisations sociales accordées au patronat s'élève à 30.7 milliard d'euro.

Trois fois le prétendu déficit de la sécu !!!

Au delà de cette question centrale des exonérations d'autres mesures très simples sont de nature à assurer l'équilibre financier à long terme.

Par Exemple

Un point de cotisation d'assurance vieillesse c'est plus de 4 milliards d'euros

L'élargissement de l'assiette des cotisations à l'intéressement, la participation, les stock-options c'est plus de 3 milliards d'euros

La compensation intégrale des exonérations de sécurité sociale c'est 1 milliard

Une augmentation des salaires de 2% c'est près 1.5 milliard

1 million d'emplois créés, et c'est 3 milliards d'euros de cotisations sociales

Camarades

Il n'y a aucune raison de baisser les bras et de se laisser embarquer dans un quelconque consensus consistant à admettre la nécessité d'une réforme dont les salariés seraient les seuls à faire les frais.

Le gouvernement veut une loi pour le mois de septembre.

L'heure n'est pas à l'ambiguïté . Nous sommes déterminés à agir pour empêcher ce qui se prépare.

Faut-il manifester pour exiger un « débat sur les retraites » ?

Mais c'est exactement ce que veut le gouvernement pour obtenir un diagnostic partagé, synonyme de tous les renoncements quelque soit le nom qu'on leur donne « système de base à point » ou même « Maison commune des retraites »

C'est la raison pour laquelle la confédération FO ne s'est pas associée à la déclaration d'un certain nombre d'organisations syndicales qui manifestent aujourd'hui.

L'indispensable clarté sur les revendications, condition indispensable à la défense efficace de nos régimes de retraites, interdit de recommencer ce que nous avons connu en 2003.

FO est disponible pour l'action commune sur des revendications précises telle que nous les formulons aujourd'hui à ce rassemblement.

NON à remise en cause du droit à la retraite à 60 ans !

NON à un allongement de la durée de cotisations parce que 40 ans c'est déjà trop !

NON à Une réforme du système actuel !

NON à la remise en cause du statut général de la fonction publique et du code des pensions !

OUI Les ressources financières nécessaires au maintien de nos régimes actuels existent !

Pour Gagner, FO maintient sa proposition d'une journée nationale de grève interprofessionnelle à l'appel des Confédérations

Camarades,

La période qui s'ouvre va être cruciale pour l'ensemble des travailleurs et le rôle du mouvement syndical sera essentiel.

Il lui appartient de dire clairement les choses, de poser nettement les revendications et de mettre tout en œuvre pour obtenir satisfaction.

C'est ce choix que fait FO .

C'est le Choix que FO vous propose